MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

Référence unique du mandat :

Type de contrat : contrat d'occupation du domaine public Halle Didier

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez la COMMUNE DE DAGNEUX à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de COMMUNE DE DAGNEUX. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de rembûursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

IDENTIFIANT CREANCIER SEPA : FR48LOC669901

DESIGNATION DU TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER	DESIGNATION DU CREANCIER
Nom, prénom :	Nom : Commune de Dagneux
Adresse :	Adresse : Esplanade de la Mairie
Code postal :	Code postal : 01120
Ville :	Ville : Dagneux
Pays :	Pays : France

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

IDENTIFICATION INTERNATIONALE (IBAN)

IDENTIFICATION INTERNATIONALE DE LA BANQUE (BIC)

Type de paiement : paiement récurrent, prélèvement effectué le 5 de chaque mois.

Signé à :

Le (JJ/MM/AAAA)

Signature :

DESIGNATION DU TIERS POUR LE COMPTE DUQUEL LE PAIEMENT EST EFFECTUE (SI DIFFERENT LUI-MEME ET LE CAS ECHEANT)

Nom du tiers débiteur :

JOINDRE UN RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE (au format IBAN BIC)

Rappel :
En signant ce mandat j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par TRESOR PUBLIC. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec TRESOR PUBLIC

Les informations contenues dans le *présent* mandat, qui doit être complété, *sont* destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu *à* l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative *à* l'informatique, aux fichiers et aux libertés,